La position du NPA sur les régionales

Il est trop tôt pour évaluer l'incidence qu'auront sur l'opinion publique en particulier au sein du monde du travail les attentats abjects du 13 novembre et la politique d'union nationale orchestrée par Hollande dans leur suite. La stupeur passée, comment les esprits se positionneront, la situation demeure en fait ouverte. L'union nationale est le cadre des rivalités et lutte de pouvoir des différents partis institutionnels. Hollande a tenu à donner une place particulière à Sarkozy et Marine Le Pen rejoint le concert des grands partis. La pression s'exerce toujours plus à droite au nom de la guerre contre le terrorisme et des politiques sécuritaires. Comment cela s'exprimera sur le terrain électoral, nous le verrons au soir du premier tour.

Tout est fait pour étouffer le mécontentement qui traverse l'ensemble de la société. Rien ne dit qu'il ne trouvera pas cependant les moyens de s'exprimer comme il avait pu le faire à l'occasion du conflit Air France et la « mise à nu » du dialogue social des Broseta, Gattaz ou Macron. Des événements qui s'inscrivent dans une accumulation de mécontentements et de colères que la note annuelle du club de DRH « Entreprise & personnel » décrit comme *« un basculement progressif vers des mobilisations, certes indépendantes les unes des autres, chacune sur ses objectifs, mais nourries en arrière plan par un cran de plus dans le rejet de la politique gouvernementale »*.

L'offensive redouble : Code du travail, remise en cause quasi générale des accords d'entreprises, en particulier des accords RTT dans le privé comme dans le public (comme en témoigne le conflit de l'AP-HP), blocage ou baisse des salaires, licenciements dans le privé et dans le public avec des dizaines de milliers de suppressions de postes programmées dans la santé, les collectivités territoriales, les banques… Et ce n'est pas le mensonge des prétendus « bons chiffres du chômage » en novembre (qui ne concernent qu'une seule catégorie alors que le nombre total de chômeurs n'a jamais été aussi élevé) qui peut faire diversion. Le budget 2016 met en musique le pacte de responsabilité, fait des coupes dans tous les budgets sociaux tandis que le patronat engrange de nouveaux cadeaux pour la « compétitivité » (hausse du CICE, exonérations diverses…).

Les rétropédalages du gouvernement à l'approche des régionales ne font que mettre une peu plus en évidence l'offensive contre les plus faibles, qu'il s'agisse de l'allocation handicapés, des impôts fonciers des personnes âgées démunies, de la réforme des dotations aux collectivités locales (dont la baisse est bel et bien maintenue), du retour de l'aéroport de Notre Dame des Landes ou du vote des immigrés définitivement jeté aux oubliettes, même pour les élections locales. Comme dit Bayrou il y a une « ambiance de panique électorale ».

La campagne se déroule dans un climat de défiance et d'indifférence qui annonce une abstention très forte (seuls 40 % des sondés se disent prêts à aller voter). La grande majorité de ceux qui se déplaceront aux urnes iront y « sanctionner » le gouvernement

et le PS, à peine crédité de 20 % dans les sondages.

La droite profite sans mal du discrédit avec 32 %, malgré les ambitions rivales qui la déchirent et ses déclarations qui oscillent en fonction de l'électorat choisi, centriste ou de droite extrême. Quant au FN, malgré les « affaires » qui s'accumulent, il est à 26 % d'intentions de vote, trois fois son score de 2010 (9 %) ! Un FN qui à la fois peaufine son image de parti aspirant à gouverner, prudent en matière économique, tout en n'hésitant pas à mettre en bonne place sur ses listes des hommes de main issus de divers groupuscules (Bloc identitaire en PACA, ancien du GUD en IdF…), à surfer sur les pires préjugés et à répandre une idéologie nauséabonde.

Valls en se faisant le défenseur du Front républicain allant jusqu'à prôner dés maintenant la fusion des listes PS et LR accrédite l'idée chère à Le Pen de « l'UMPS » en mettant le PS en difficulté comme s'il se préparait dés maintenant à jouer un rôle dans de futures recomposition gauche-centre-droite.

Face à cette situation de crise profonde, le Front de gauche ne peut représenter une quelconque perspective. Ses listes à géométrie variable épousent opportunités et contours locaux. Il part divisé : sur des listes concurrentes dans 5 régions, avec EELV dans 2 autres, parfois avec Nouvelle Donne, la Nouvelle Gauche Socialiste ou le MRC, parfois contre… Une diversité qui en dit long sur « l'adaptabilité » du programme de ses différentes composantes. Ainsi, Ensemble peut écrire d'un côté « Ensemble ! a œuvré sans relâche pour le rassemblement des forces, sociales et politiques, opposées à l'austérité et à la politique menée par le gouvernement » assurant vouloir « faire vivre la perspective d'une alternative sociale et anti-productiviste à l'austérité ! » tout en se préparant ouvertement à fusionner avec Bartolone au deuxième tour, dans la continuité des élus FdG qui dirigent actuellement des régions avec le PS et EELV… EELV dont les responsables viennent de prendre part, aux côtés de gens comme Hamon, Filipetti, etc., au lancement de « Mouvement à gauche », initiative « transpartisane » pour « revitaliser la gauche »…

Une telle politique tourne le dos aux besoins du moment pour permettre au mécontentement, à la colère contre le gouvernement PS-Medef de s'exprimer tant sur le terrain des luttes que sur le terrain électoral. Nous voulons porter une toute autre perspective, sur un terrain de classe, internationaliste, une perspective en rupture avec l'union nationale et les partis qui y participent complaisamment. Nous voulons dénoncer les politiques guerrières qui soutiennent le pillage des richesses des peuples opprimés par les multinationales et qui engendrent le terrorisme. Dénoncer aussi son corollaire, le tout sécuritaire.

Pour affirmer que « nos vies valent plus que leurs chemises » et que la seule « alternative à l'austérité », c'est la répartition du travail entre toutes et tous, une forte revalorisation des salaires et des pensions comme des minima sociaux, la défense des services publics, l'annulation de la dette et imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur l'économie, les banques, la marche de la société.

Les seules listes qui, au niveau national, se situent sur ce terrain sont les listes présentées par Lutte Ouvrière. Aussi, quels que soient les désaccords que nous avons avec ces camarades, le NPA appelle à voter pour ces listes, clairement dans le camp du monde du travail et en totale indépendance vis à vis des partis au pouvoir nationalement ou localement.

De façon plus générale, combattre la montée des idées réactionnaires, de la droite et du FN implique de rassembler les forces du monde du travail et de la jeunesse pour mettre en échec la politique du patronat et du gouvernement. Cette politique est indissociable d'une volonté de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires qui puisse être l'expression des intérêts des travailleurs, leur instrument pour prendre en main leurs propres luttes.

Motion adoptée par le conseil politique national du NPA (22/11/15)

Voir les professions de foi : http://www.programme-candidats.interieur.gouv.fr

NPA, le 23 novembre 2015